

## INTRODUCTION

Les crises marqueront 1961 et souvent pendant cette année, le monde semblera vaciller dangereusement au bord d'un conflit majeur. L'invasion américaine de Cuba se solde par une débâcle gênante à la baie des Cochons. Au Laos, au vu de l'aggravation de la situation, le Canada est forcé d'admettre la nécessité de convoquer une nouvelle fois la Commission internationale de supervision et de contrôle (CISC) en Indochine. Les difficultés auxquelles se heurte la force de maintien de la paix des Nations Unies (ONU) au Congo s'intensifient après le décès du secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, dans un accident d'avion dans la nuit du 17 au 18 septembre. Mais l'événement politique le plus dramatique et le plus marquant de 1961 est l'érection du mur de Berlin à la mi-août. Peu de temps après que Berlin-Est se soit retrouvée complètement coupée de tout contact avec l'Occident par le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, celui-ci reprend ses essais nucléaires à grande échelle, faisant exploser une bombe de 58 mégatonnes. Les États-Unis lui emboîtent le pas rapidement, une décision que le premier ministre John Diefenbaker qualifie d'« absurde » (document 114).

De fait, l'irritation de Diefenbaker au sujet de nombreux aspects de la politique étrangère américaine ne cesse de croître en 1961. En février, il a une rencontre cordiale avec le nouveau président américain, John F. Kennedy, à Washington, D.C. (voir document 320). Toutefois, la visite du président Kennedy à Ottawa, en mai, (voir document 324) ne se passe pas aussi bien. Après leur entretien, Diefenbaker est persuadé que Kennedy s'attend à ce qu'Ottawa adopte aveuglément l'orientation de Washington dans les dossiers de politique étrangère. À la fin d'août, le premier ministre déclare sans ambages « qu'il en a assez de se faire dire de garder le silence au sujet de Berlin... Après tout, le *New York Times* est rempli de discours de sénateurs et d'autres personnalités exprimant leurs opinions, et il n'est pas enclin à rester muet, comme si le gouvernement canadien n'avait pas d'opinion qui lui soit propre. Il ne veut pas être un simple suiveur des Américains » (document 258).

En dépit de cette crispation, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, Howard Green, continue d'avoir foi en la cause du désarmement et de s'y dévouer. D'ailleurs, il réussit à remporter certains succès dans ce domaine. Par exemple, depuis l'échec du Comité des dix pays à l'été de 1960, Green milite sans relâche en faveur d'une reprise des négociations au sein d'un comité reconstitué. En décembre 1961, les Nations Unies adoptent finalement une résolution en ce sens (voir document 139), qui débouche sur la création du Comité des 18 pays l'année suivante. Toutefois, les Américains expriment leur « profonde déception » face à la décision du Canada d'appuyer une résolution de la Suède appelant à la création d'un « club non nucléaire » – c'est-à-dire un groupe de pays refusant de se doter d'armes nucléaires (document 134).

La campagne de Green en faveur du désarmement et son appui à la résolution suédoise reposent sur sa profonde opposition à l'idée que le Canada se dote d'un arsenal nucléaire. En janvier, le greffier du Conseil privé Robert Bryce, qui est favorable à l'acquisition de ces armes, écrit à Diefenbaker : « Le principal problème